

Monsieur Lacautions vient vous voir, et il veut avoir votre avis sur un certain nombre de cautionnements qu'il a contracté. Tous les actes de cautionnements ont été signés pour garantir les dettes de la société Le débiteur envers la banque Le créancier. Or, la société Le débiteur a été déclarée faillite pour presque toutes les dettes pour lesquelles M. Lacautions s'était porté caution.

1- Le 1er février 2022, M. Lacautions s'engage, à hauteur de 500 euros, à payer une dette de la société Le débiteur envers la banque Le créancier d'un montant de 500 euros, si la société est déclarée faillite. Cette dette est arrivée à échéance, et la société Le débiteur a été déclarée faillite. Vous apprenez que la société Le débiteur a également une créance de 500 euros envers la banque Le créancier qui est également arrivée à échéance. Quel conseil pouvez-vous donner à M. Lacautions pour échapper aux éventuelles poursuites de la Banque Le créancier?

---

Réforme ordonnance du 15 septembre 2021 vaut pour contrats conclus après le 1er janvier 2022.

---

Rappel du droit positif, après réforme donc application des art 2288 à 2322 du code civil.

Mr LC peut-il échapper aux poursuites de la banque?

Cautionnement commercial par accessoire et par voie objective car conclut par une PP au profit d'une société, la caution est alors présumée solidaire → Mr LC dispose pas du bénéfice de discussion et des divisions. Cautionnement défini, fixé à 500 euros, mais LD a une autre dette auprès de la même banque et du même montant.

→ Il peut invoquer le manquement à l'obligation de mise en garde prévue par l'article 2299 du Code civil. En l'espèce, la banque avait prêté une même somme d'argent au même débiteur, ce qui constitue une information déterminante pour la caution: ici c'est OK car le créancier est un professionnel et la caution est une personne physique. article